



MIGRATIONS

Dans le nord de la France, les exilés, oubliés des inondations, luttent pour leur survie

Plusieurs milliers de personnes sont aujourd'hui à la rue, dans des campements précaires du Calais et du Dunkerquois, au milieu de la boue et de l'humidité, sans conditions matérielles dignes ni mise à l'abri. Les nombreux appels des associations sont ignorés par les autorités.

Nejma Brahim - 16 novembre 2023 à 08h54

Ils sont déjà confrontés à une vie rude au milieu des arbres et des buissons, contraints de vivre dans des tentes – lorsqu'ils en ont – et de se réchauffer au feu de bois le soir venu, le tout au rythme des expulsions orchestrées par les autorités et les forces de l'ordre. Désormais, les exilé-es du nord de la France tentent de survivre, rongés par le froid et l'humidité qui grignote chacun de leurs effets personnels, à commencer par leurs habits, mais aussi les couvertures supposées les envelopper de chaleur à la nuit tombée.

Au lendemain de la tempête Ciaran et des inondations, près de 1 500 personnes, selon les associations d'aide aux migrant-es, restent aujourd'hui à la rue dans le Calais, dans des conditions matérielles indignes. Ils et elles sont originaires du Soudan, d'Iran, d'Afghanistan ou de Syrie, et espèrent toutes et tous pouvoir rallier l'Angleterre par la mer, où des proches, et une nouvelle vie, les attendent peut-être. Cette fois, précise Juliette Delaplace, chargée de mission au Secours catholique pour le littoral nord, il y a « beaucoup de familles ».

« Lundi après-midi, on a reçu 38 femmes et enfants dans notre accueil de jour, ce qui est pas mal pour cette période de l'année », détaille-t-elle. Si le plan grand froid a été enclenché durant deux jours au moment de la tempête Ciaran, il a depuis été désactivé, laissant de nombreuses personnes sans solution. « Il y a donc un hangar d'une capacité de 560 places mais il reste vide », soupire-t-elle.

Selon la coordinatrice de l'association Utopia 56 à Calais, les places ouvertes lors du plan grand froid n'ont ainsi pas répondu à tous les besoins : des personnes se sont présentées à l'entrée du hangar sans être prises en charge, quand d'autres ont pu y accéder avant d'être remises à la rue à l'issue des deux jours. « Il y avait pourtant des rafales de vent à plus de 100 kilomètres-heure et de la pluie même après le passage de la tempête », précise Julie, qui évoque par ailleurs une ville assez plate et des plaines rapidement inondées, dans lesquelles les exilé-es tentent de s'installer tant bien que mal.

Contactée, la préfecture du Pas-de-Calais n'a pas répondu à nos questions. Une lettre ouverte inter-associative a été adressée à la sous-préfète vendredi 10 novembre. « La période actuelle constitue un sommet dans l'ignominie des conditions de survie des personnes exilées à Calais. Nous sommes convaincus qu'il est possible d'en sortir », ont souligné les associations locales, réclamant l'élargissement du dispositif d'hébergement d'urgence du 115, davantage d'orientations en centres d'accueil et d'examen des situations (CAES), une trêve pour les évacuations des lieux de vie et la réactivation du plan grand froid.

Pas de dispositif supplémentaire

Selon les acteurs associatifs, aucun dispositif supplémentaire n'a été pensé à l'endroit des exilé-es dans le contexte des inondations. « Et ceux qui existent déjà sont saturés », complète Julie d'Utopia 56. Les mises à l'abri et les orientations en CAES auraient été à l'arrêt la semaine dernière. « Ça a repris lundi dernier, mais ça reste très en deçà des besoins », déplore la représentante du Secours catholique, précisant qu'une trentaine d'hommes seraient « restés sur le carreau » en début de semaine.

Pour éviter que des familles ne passent la nuit dehors au milieu de la boue et des flaques d'eau stagnantes, le Secours catholique a choisi d'ouvrir un local, « pas du tout destiné à l'hébergement », durant cinq nuits la semaine dernière. « On l'a fait pour les femmes et les enfants, qui étaient trempés et vraiment apeurés à l'idée de dormir dans de telles conditions. »

Mais depuis, le local a dû fermer, dans un contexte difficile où il a fallu décider en premier lieu de maintenir les activités du centre d'accueil de jour. Lundi soir, 27 familles se sont retrouvées sans solution d'hébergement selon Utopia 56, qui a organisé un rassemblement devant la sous-préfecture pour exiger une mise à l'abri les concernant, sans obtenir de réponse de l'administration.

Sur les campements, des sacs à dos sont accrochés aux branches d'arbre pour rester au sec. Les acteurs associatifs décrivent tous la boue, l'eau à perte de vue, les tentes déjà peu protectrices reposant sur des flaques d'eau ou encore les couvertures engorgées d'eau. Certaines personnes blessées voient leurs plaies s'infecter à cause de l'humidité, d'autres toussent et tombent malades, et sont orientées à la permanence d'accès aux soins de santé (Pass) par les bénévoles.

Dans ce gigantesque chaos créé par la tempête et les inondations, nombreux sont ceux qui déambulent avec de simples claquettes, voire pieds nus. C'est ce qu'André*, un retraité bénévole « *non militant* », a lui aussi constaté dans le Dunkerquois. « *On fait face à une météo abominable, avec beaucoup de pluie et du vent* », décrit-il, s'interrogeant sur l'absence de mise à l'abri des populations concernées dans son département.

« *Les gens en sont arrivés à de la survie sur les camps. Certains n'ont même pas de chaussettes et ont les pieds rougis par le froid. Beaucoup n'ont pas de tentes où se réfugier.* » L'homme estime à 2 000 le nombre de personnes laissées à l'abandon dans les environs de Dunkerque, soit bien plus qu'il y a un mois ou deux. Les conditions météorologiques « *engorgent* » la commune, car les personnes ne passent pas pour rejoindre le Royaume-Uni.

Il dénonce une forme d'hypocrisie consistant, pour les autorités, à diaboliser les passeurs quand ces derniers permettent en fait de réduire les chiffres. « *C'est sûr qu'ils s'enrichissent, mais sans eux, on serait peut-être à 5 000 ou 10 000 personnes ici. C'est quand même contradictoire d'empêcher les gens de traverser tout en les laissant dans de telles conditions de vie.* »

Des tensions exacerbées

Et au lieu d'aider les associations, poursuit le retraité,

« *on leur durcit la vie* ». L'un de ses collègues s'est vu confisquer sa camionnette trois semaines plus tôt, près de Loon-Plage (un point de départ pour les migrant-es), alors qu'il était venu en amont du démantèlement d'un campement. « *Si vous êtes bénévole aux Restos du cœur, on va vous encenser ; mais si vous faites des choses pour les exilés, on va vous mettre des bâtons dans les roues* », résume-t-il, réclamant davantage de dispositifs dans le Dunkerquois, tout en étant conscient que ce qui existe dans le Calaisis reste encore largement insuffisant.

Le contexte météorologique et les inondations ont aussi exacerbé les tensions entre les exilé-es. Lundi, rapporte Juliette Delaplace, un homme est mort après avoir reçu un coup de couteau à la gorge. Une enquête est en cours, mais le conflit aurait pu avoir débuté, poursuit-elle, après le vol d'un téléphone portable lors d'une distribution alimentaire. « *Un homme s'est aussi fait voler ses chaussures. Ces conditions de survie poussent les gens à se battre pour accéder aux services de base ou pour pouvoir se nourrir.* »

Mercredi, et malgré la situation critique que connaissent les personnes migrantes sur le littoral nord, l'accueil de jour tenu par le Secours catholique a fermé ses portes. L'équipe est expérimentée, mais « *les gens vont trop mal* ». Trop de tensions. Cinquante tentes auraient été saisies dans le centre-ville de Calais dans la matinée, laissant de nombreuses personnes sans « toit » pour la nuit.

La chargée de mission du Secours catholique dénonce une « *politique de carence organisée par les pouvoirs publics* », qui ne peut que mener à une situation explosive. Plus les personnes sont précarisées, plus cela exacerbe la violence et pousse à des tentatives de passage expéditives et risquées. À neuf jours du triste anniversaire du naufrage du 24 novembre 2021 dans la Manche, qui a coûté la vie à au moins 27 personnes, les acteurs associatifs alertent sur le risque de nouveaux drames.

Ils plaident la nécessité de « *changer de registre* » s'agissant des politiques menées à cette frontière, loin des considérations farfelues liées à la crainte d'un « appel d'air », qui empêche les autorités d'opter pour une politique d'accueil digne. Globalement, conclut la coordinatrice d'Utopia 56 à Calais, la situation dans le

nord de la France « *n'a pas beaucoup changé* » et les personnes restent toujours confrontées à une grande vulnérabilité. « *Mais les inondations sont venues en*

rajouter une couche. »

Nejma Brahim